

Pauvreté: Ceux qui arrivent à s'en sortir... parfois

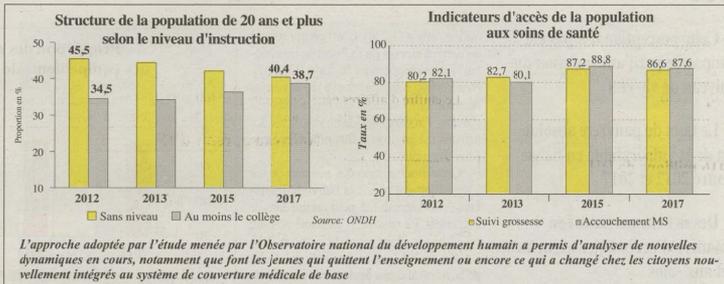
• L'éducation du chef de ménage est un facteur décisif

• Plus le ménage est grand, moins il a de chances de briser le cercle

• 4% de la population sondée souffre de pauvreté chronique

LE dernier rapport de l'Observatoire national de développement humain (ONDH) offre une aide précieuse pour la prise de décision en matière de politiques publiques. Surtout face à l'insuffisance des données produites par le système statistique national. Celles-ci ne couvrent pas tous les aspects du développement humain, ou n'ont pas la même référence dans le temps». Elles ne permettent pas non plus d'analyser les dynamiques en cours. En optant pour une «analyse longitudinale des vagues du panel des ménages», les responsables de l'ONDH ont pu «obtenir des résultats qui n'ont jamais été possibles par le passé». Par exemple, combien de personnes arrivent à sortir de la pauvreté? Combien ont pu trouver un emploi? Que font les jeunes qui viennent de quitter l'enseignement?

Dans les détails, les résultats de cette étude, qui couvre la période 2012-2017, montrent que parmi les pauvres identifiés



sont restés dans cette situation durant toute la période couverte par l'enquête. Ces derniers souffrent de pauvreté chronique. Les rédacteurs du rapport précisent qu'il faut prendre en considération les deux types de pauvreté, passagère et chronique. Chacune nécessite des traitements et des moyens de lutte différenciés, est-il indiqué.

Les résultats montrent également que «l'éducation du chef de ménage est parmi les principaux facteurs de sortie de la pauvreté». Il en ressort également que les ménages de grande taille ont moins de chances de sortir de la pauvreté. En face, ceux dont le chef est une femme ont relativement plus de chances de briser le cercle de la pauvreté.

Ce rapport a mis en relief les interactions entre les niveaux d'éducation et de

devenue couverte, «permettra d'examiner, en relation avec l'organisme ou régime de couverture, les changements survenus dans leurs déclarations de morbidité, leur recours aux soins, leur choix du prestataire, leurs dépenses de santé...»

M.A.M



Echantillonnage

LA mise en place du panel ménage a été menée grâce à un accompagnement technique de certaines institutions internationales, comme Statistique Canada, FORS et la Banque mondiale. Deux échantillons de panel ont été adoptés depuis le lancement. Le 1er panel de 2012, est d'une taille de 8.000 ménages, avec une représentativité nationale et par milieu, urbain/rural, tiré du recensement de 2004. Le panel 2 de 2017, est d'une taille de 8.000 ménages supplémentaires, garantissant une représentativité régionale par milieu, urbain/rural, tiré du recensement de 2014. Le plan de sondage adopté pour le panel est basé sur un tirage d'échantillons probabilistes stratifiés à 3 degrés. Le questionnaire est composé de 15 modules, abordant les aspects démographiques, éducation-formation, santé, emploi, dépenses de consommation... □

en 2012, près de la moitié, soit 47,6%, sont sortis de la pauvreté l'année suivante. A la même date, 8,5% des personnes considérées comme non pauvres, ont basculé dans la pauvreté en 2013. La même tendance s'est poursuivie en 2017. A cette date, 47,7% des personnes considérées comme pauvres en 2015, ont réussi à sortir de cette situation.

Au cours de la période couverte par cette étude, 44% de la population sondée ont traversé une situation de pauvreté relative au moins une fois durant les vagues de l'enquête. Au moins 20% sont passés par un seul épisode de pauvreté et environ 4%

développement humain. Parmi les jeunes ayant quitté l'enseignement entre 2012 et 2013, 19,5% sont actifs occupés en 2013. Le taux d'activité est plus important dans le milieu rural (29,7%) que dans les villes (13,7%). Parmi ces jeunes, 27,8% cherchaient du travail durant cette période. Lors de la vague d'enquête entre 2013 et 2015, 24,7% ont été actifs occupés et 31,9% cherchaient du travail. L'examen des résultats détaillés a permis à l'ONDH d'identifier certaines tendances. «D'une vague d'enquête à la suivante, les actifs occupés restent souvent dans la même situation, les inactifs restent inactifs». Les chômeurs, eux,

La moitié des Marocains se considèrent comme pauvres

• Cette perception n'a pas été impactée par l'amélioration du niveau de vie réel

• Le taux de pauvreté absolue et de la vulnérabilité en baisse entre 2012 et 2017

• Des déficits persistent en matière d'accès à l'enseignement et aux soins

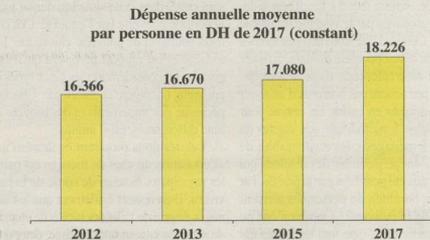
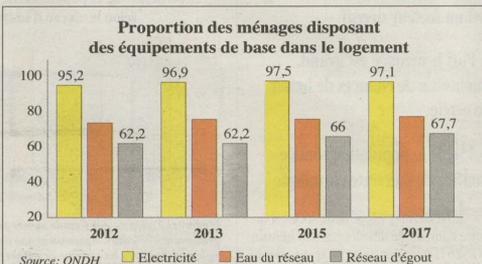
EN dépit de la persistance d'une série de déficits sociaux, le niveau de vie des Marocains, en termes réels, a augmenté en moyenne de 2,2% par an entre 2012 et 2017. Cette amélioration a été plus forte dans le monde rural (3,5%), par rapport au

milieu urbain (1,2%). C'est ce qui ressort du dernier rapport de l'Observatoire national du développement humain (ONDH). Néanmoins, cette situation n'a pas permis de résorber les déficits qui restent très importants. Par exemple, «de niveau de vie des urbains est environ 2 fois plus élevé que celui des ruraux».

Cette amélioration des niveaux de vie a sensiblement réduit la pauvreté monétaire et la vulnérabilité, peut-on lire dans ce document. Le taux de la pauvreté absolue est en baisse. Il est passé de 7,1% en 2012 à 1,4% en 2017, au niveau national. Celui de la vulnérabilité a également régressé de 15,7% en 2012 à 9% en 2017. Pour ce qui est de la pauvreté relative, son niveau est aussi en baisse, passant de 21,4% en 2012 à 19,7% en 2017. Cette évolution n'a pas eu d'impact en termes de perception de la pauvreté. La moitié des ménages marocains (50,1%) se considèrent subjectivement

Stock du capital humain

POUR l'ONDH, le renforcement du stock de capital humain passe par le maintien des générations scolarisées jusqu'aux niveaux du secondaire et du supérieur. Si le phénomène d'abandon scolaire paraît être maîtrisé au niveau de l'enseignement de base, il constitue un véritable défi au-delà de cette période. «Ce qui continue de freiner le renforcement du stock du capital humain», est-il indiqué. En ce qui concerne l'accès à la couverture médicale de base, le Maroc «reste loin d'atteindre le principe de l'universalité». Le taux de couverture a atteint 53,8% en 2017 contre 23,4% en 2012. □



Les données de l'enquête menée par l'ONDH montrent l'amélioration des différents indicateurs sociaux en matière d'accès aux équipements de base, comme l'eau et l'électricité, même si des disparités persistent, notamment entre milieux urbain et rural. Ces inégalités se manifestent également au niveau du niveau des dépenses. En dépit de l'augmentation des dépenses annuelles par personne, passant de 16.366 DH à 18.226, l'enquête a montré que les 10% les plus aisés accaparent le tiers de la consommation globale des ménages

poor. Ce niveau est plus important que celui enregistré en 2012 (46,6%).

Pourtant, les données du rapport de l'ONDH montrent une amélioration dans les différents indicateurs sociaux. C'est le cas notamment pour l'accès aux services de base. Par exemple, l'enquête menée par cet organisme a permis de mettre l'accent sur «la quasi-généralisation de l'électricité en milieu rural, avec 97,1% en 2017». Idem pour l'accès au réseau d'eau potable, avec 77,1% en 2017 au niveau national. Dans le monde rural, «l'environnement des ménages s'améliore avec les fosses septiques, puits ou latrines, qui constituent le mode d'évacuation le plus répandu, soit 83% en 2017». Actuellement, seuls 12,1% des ruraux ont accès au réseau d'égouts. Les indicateurs ayant fait l'objet d'évaluation dans le cadre de cette enquête sont décisifs pour la réussite de l'implémentation de certains chantiers stratégiques. En matière de renforcement de la scolarisation et de la prise en charge médicale des citoyens, les données montrent que beaucoup d'efforts

doivent encore être menés. Par exemple, la proportion des ménages ayant accès à un établissement primaire n'a que faiblement évolué entre 2012 et 2017, passant de 75,1% à 76,1%. Idem pour la part des ménages ayant accès à un centre de santé, à moins de 5 km, qui est estimée à 56%. Ce qui influence directement l'évolution du stock du capital humain. La moyenne d'années d'études a été de 4,8 ans en 2017. Les disparités persistent entre hommes et femmes, avec respectivement 5,8 ans de scolarité contre 3,8 ans. Ces inégalités se manifestent également au niveau territorial. Dans les campagnes, cette moyenne ne dépasse pas 2,2 ans contre 6,1 ans en milieu urbain. Globalement, l'ONDH considère que la scolarisation des personnes âgées de 6 à 22 ans s'améliore à tous les cycles. Mais elle reste freinée par le retard et le décrochage scolaire. Ces maux affectent essentiellement les couches pauvres et vulnérables, les filles et les ruraux, surtout lors du passage aux cycles du collège et du lycée. □

M.A.M.